

INFORM'ACTION

5^{me} ANNEE

Publication bimestrielle
au C.C.P. 933-47 Paris



Rédaction - Administration :
20, rue Rochechouart - Paris (9^e)
Tél. : 878-32-72

Fédération des Services, Commerce, Crédit
Fédération du Livre, Papier, Carton



*Pour les changements d'adresse, joindre la dernière
bande et 2 timbres.*



Le Directeur de la publication : H. LESIRE-OGREL
Imprimerie Artésienne, 62 - LIEVIN

INFORM'ACTION

c.f.d.t.

A
P
R
È
S

C
O
N
G
R
È
S

BULLETIN

DU

MILITANT

N° 22

JUILLET-AOUT 1973

Ce N° 1 F

SOMMAIRE

- ◆ Présentation du numéro.
- ◆ André LEPSATRE nous a quitté.
- ◆ La pratique syndicale après le Congrès confédéral
- ◆ Pratique syndicale et réflexion ne peuvent être séparées
- ◆ La formation est liée à l'action
- ◆ La femme exploitée
- ◆ Les luttes dans le commerce.
- ◆ L'information, bataille majeure pour le socialisme

CE NUMERO

Nous le consacrons au 36° Congrès confédéral
du moins à la publication de quelques interventions
(d'abord parce que le texte complet des interventions ne paraît nulle part)
ensuite parce qu'il est dommage
que des interventions intéressantes se perdent
et ne servent plus ensuite à la discussion

Nous avons choisi les interventions qui
nous ont le plus frappées
parce qu'elles posaient bien les problèmes
que nous nous sentions d'accord
ou pas du tout,
mais l'important c'est de permettre la réflexion,
qu'ensuite les militants s'en saisissent
et en parlent collectivement

pour avancer
et modifier leur pratique.

Alors, voilà ce que nous avons retenu
pour vous aider à travailler
et en demandant de faire
part de vos observations.

Nous les publierons
pour continuer le débat

André LEPSATRE

André Lepsatre, notre ami, notre camarade, est mort le 22 juin 1973. Pour beaucoup d'entre nous, c'est une peine profonde, que les mots n'expriment pas.

30 ans de vie militante, en droit fil. Il avait, à la Libération, été parmi les fondateurs du syndicat de la Bourse, dont il était ensuite devenu le président.

Puis il avait pris des responsabilités à la fédération des employés CFTC, justement au moment où la Confédération avait décidé la création des fédérations d'industrie. Etape essentielle vers l'évolution, car la déconfessionnalisation cela a d'abord été le passage d'une structure corporatiste, de métiers, à une structure d'industrie, unitaire face au pouvoir patronal.

André Lepsatre était président fédéral au moment du Congrès de 1964 qui a transformé la CFTC en CFDT. La fédération des employés tenait une des clés de l'avenir : si elle flanchait le risque de scission devenait sérieux.

Alors André Lepsatre est apparu tel qu'il était. Profondément marqué par la CFTC, il acceptait l'évolution. Il la comprenait. Mieux, enfin, il la voulait. Et, à ce moment, il s'est battu avec acharnement pour maintenir la fédération dans la fidélité. La CFDT toute entière, ignore peut-être ce qu'elle lui doit, car que ce serait-il passé si une des fédérations la plus importante avait basculé ?

Depuis Lepsatre avait pris toute sa place puis, l'heure de la retraite venue, il avait préparé la transition. Maintenu comme « président d'honneur », il avait renoncé à ce titre en 1970, lors de la réforme de nos statuts.

Mais le nouveau Bureau fédéral, l'avait adopté à titre consultatif et, jusqu'à ces derniers jours, il siégeait parmi nous, occupant sa retraite à des travaux apparemment modestes, mais essentiels pour nous : suivi des syndicats sur le plan rentrée des cotisations, tenue des statistiques, qui ont permis à la Fédération d'avoir un « tableau de marche » très au point.

André, c'était la modestie, la fidélité, l'acceptation de la discussion. Jamais il n'a accepté un honneur. Il était là, faisait son boulot. Pour un homme de sa génération, il avait non seulement fait le « saut » de 1964, mais suivi l'évolution ultérieure de la fédération. Parfois nous avons dû l'étonner, plongés dans notre bagarre pour mettre en état de lutte les travailleurs du tertiaire : il ne fallait pas toujours faire du détail. Il fallait foncer, accepter les éclaboussures. Mais André a toujours compris. Il a toujours été des nôtres. Il a toujours soutenu l'équipe qui prenait des risques. Il a partagé nos joies (plus de 50 % d'adhérents en plus de 6 ans), nos échecs, nos réflexions. Il y avait en lui une jeunesse qui faisait disparaître les différences d'âge, d'origine, de rattachement idéologique. Une disponibilité à écouter et à comprendre. Ce modeste a plus marqué, par son exemple dépouillé, que beaucoup de leaders. C'était vraiment le militant, qui n'a pas voulu être que cela, et qui, à cause de cela, a marqué par son honnêteté, son exigence. Il n'a jamais été pour nous le patriarche, mais le frère.

André, a été un militant de la classe ouvrière. Un vrai. Et il n'y a pas de meilleur hommage que de le dire.

H.L-O

3 Textes sur la pratique syndicale

La pratique syndicale a été au cœur de beaucoup d'interventions à ce Congrès. C'est autour d'elle que les affrontements se sont faits.

Pour donner une idée de l'objet de la réflexion, Inform'action publie 3 textes, présentant des positions différentes.

1) Renforcer et transformer l'organisation par l'auto-gestion des luttes.

Intervention de J. Magaud, président de la Fédération générale Services-Livre, pour soutenir l'amendement 37 déposé par les syndicats services de Lyon et Bétor.

Cette intervention exprime les délibérations de la commission exécutive de la fédération.

2) Priorité aux adhérents : Intervention d'Alain Guibault au nom du syndicat des assurances du Mans, présentant un point de vue assez divergeant, en mettant l'accent sur les adhérents.

3) Les travailleurs ne demandent pas au syndicat de décider pour eux. Intervention du syndicat Construction Bois du Rhône qui, en prenant exemple sur les rapports des travailleurs immigrés et de l'organisation syndicale, donne une bonne illustration des thèmes défendus par la fédération dans l'intervention de J. Magaud.

Nous souhaitons que ces 3 textes, soient discutés ensemble dans les syndicats et permettent à la réflexion et à la pratique d'avancer.

Gagner des voix, faire de nouveaux adhérents c'est bien le résultat effectif d'une telle pratique et cela seul en prouve la justesse.

Est-ce cela la destruction de l'organisation syndicale dont on nous accuse ?

Les points sur les i étant mis que constatons nous dans les entreprises et quelles conclusions en tirons nous ?

D'abord et avant tout **un refus de l'organisation capitaliste du travail** et en particulier un refus tous les jours plus net que, dans l'entreprise, comme dans la société et hélas souvent dans le syndicat, ceux qui décident soient d'autres que ceux qui exécutent. Les travailleurs veulent récupérer ce pouvoir de décision qui leur est quotidiennement retiré, ils veulent en un mot se réapproprier concrètement les moyens de production dont ils ont été dépossédés.

Le potentiel de combativité, d'initiative, de capacité de travail, accumulé chez les travailleurs est étouffé par l'apprentissage du respect de la hiérarchie dans l'école et dans la famille, étouffé par la division forcenée des tâches dans l'entreprise et souvent étouffé par l'organisation syndicale qui ne parvient pas à être suffisamment accueillante, qui souvent encadre, qui « sait » avant d'avoir écouté.

Ce potentiel il nous faut parvenir à le libérer et à l'organiser. Il nous faut y parvenir non grâce à des actions spectaculaires, exemplaires, mais en nous posant quotidiennement deux questions :

I La revendication avancée, le thème de la bagarre est bien celui qui unifie profondément, et pas seulement en apparence, les travailleurs ?

Le renforcement de l'action implique bien des thèmes revendicatifs correspondant à l'unité profonde qui existe entre les travailleurs à travers les disparités catégorielles et les affinités syndicales, unité qui a une seule base : l'unité dans l'exploitation par le capital. Pour nous, permettre l'autogestion des luttes c'est permettre, grâce à une organisation adaptée, la liaison constante entre l'expression du mécontentement réel et, l'élaboration de la revendication, le renforcement de l'unité sur la base de l'exploitation réelle, c'est permettre, grâce à une organisation adaptée, **la liaison constante entre la revendication et les moyens de la faire aboutir**, c'est permettre le développement du rapport de force sur la base de ce qui le motive réellement.

II Comment renforcer et transformer notre organisation pour que les travailleurs parviennent à exprimer réellement ce potentiel.

et à le libérer non pas au nom de principes comme les groupuscules (« la lutte pour la lutte »), (« seules les travailleurs ont raison l'organisation syndicale est par nature conservatrice ») mais parce que cette richesse de critique du capitalisme que l'on retrouve dans les débats d'ateliers, de services, de magasins, constitue en même temps la seule piste pratique et concrète pour parvenir à développer ce qui nous manque avant tout (et cela les travailleurs en sont bien conscients lorsqu'ils s'interrogent sur l'absence de débouché politique de leur lutte) : **une organisation capable d'autogérer la société.**

Qu'on ne fasse pas dire, enfin, que nous favorisons le morcellement de l'action.

Prenons un exemple : celui du développement de l'action dans une compagnie d'assurance :

Dans leurs services les employés, non organisés, peu « conscients » au sens où l'on nous parle ici, un peu à tort et à travers, de prise de conscience, vivent le rapport capital/travail sous l'angle de leur rapports avec leurs chefs de service. Pour eux l'horizon s'arrête au service. S'ils se battent sur la base de revendications du service ils vont avoir besoin de s'organiser et en particulier de voir comment, dans d'autres services s'y sont pris les travailleurs.

Ce n'est qu'à partir du moment où ils auront fait cette liaison, et cela pour faire aboutir les revendications de leur service, qu'ils vivront leur opposition au système sous l'angle de leur rapport avec leur chef de département. Et éventuellement les étapes s'allongent pour passer au PDG où à la classe dominante.

Mais toujours les travailleurs luttent sur la base de ce qui les motive réellement (et pas sur des revendications extérieures prétendument unifiantes et qui en fait, n'aboutissent qu'à diminuer leur combativité) ; ce sont les **besoins d'organisation dans leur action qui les amènent à transformer leurs propres revendications.**

Autrement dit encore à ceux qui nous disent que nous favorisons l'émiettement des luttes nous répondons : vous voulez, vous, lutter contre cet émiettement (imposé par le capital) par des moyens extérieurs au rapport capital/travail moyens essentiellement idéologiques : la « prise de conscience » par la formation, la démarche pédagogique », la politisation (c'est là le contenu du texte sur la transition). Nous pensons que c'est le processus de constitution de l'organisation nécessité par les luttes que se développe l'unification, que se trouve la réponse au morcellement.

Jamais nous ne rendrons crédible, pour les travailleurs, notre projet d'autogestion de la société si, dans notre organisation nous reproduisons les mêmes défauts que ceux que les travailleurs critiquent dans leur entreprise ; **d'un côté les exécutants, de l'autre ceux qui décident.**

Il est peut être bon de nous interroger sur notre pratique syndicale et de nous demander si nous ne faisons pas preuve d'une certaine suffisance. Ne devrions-nous pas être plus modestes. Avons-nous bien intégré les acquis des luttes menées depuis un siècle ?

Le syndicat, outil forgé par les travailleurs, est-il, toujours et partout, **au service** des travailleurs. Plutôt que de le crier sur tous les toits, sous prétexte que les gauchistes, qui n'y ont rien compris, disent le contraire, ne devrions-nous pas le remettre en permanence en question ?

Q'ou ne nous fasse pas dire, enfin, que nous favorisons le morcellement de l'action et que nous éludons la question de la prise de pouvoir politique. Au contraire :

en favorisant constamment l'autogestion des luttes nous renforçons l'unité entre les travailleurs, et nous les rendons capables aujourd'hui d'autogérer les luttes et **demain** la société.

Je termine en constatant qu'il n'y a pas eu réellement, de débat politique sur les grandes orientations de pratique syndicale, qui en étaient pourtant le thème.

En défendant cet amendement, **dont la rédaction est loin d'être parfaite**, nous avons conscience de mettre au jour un sujet essentiel, un sujet qui sera, nous n'en doutons pas, au centre du congrès de 1976.

*
*
*
*
*
*

Priorité aux adhérents

*
*
*
*
*
*

(intervention d'Alain Guilbault,
au nom du syndicat des assurances du Mans)

Dans la résolution générale du 4^e Congrès Régional des Pays de Loire, tenu en Mai 72, il était dit :

« Pour le Comité Régional CFDT des Pays de Loire, le syndicalisme est l'expression organisée de la classe ouvrière dans la lutte revendicative »...

Le syndicat étant l'ensemble des adhérents ceux-ci doivent être toujours plus étroitement associés à l'élaboration de l'orientation et de l'action.

De la même manière, le 29^e Congrès départemental du Maine-et-Loire déclarait :

« L'organisation Syndicale, c'est d'abord les travailleuses et les travailleurs, qui, collectivement, ont décidé de s'exprimer et de s'organiser dans la lutte. Le Congrès affirme la priorité accordée par la CFDT à ses syndiqués, dans :

- l'information,
- la consultation,
- le contrôle des responsables,
- la prise des responsabilités.

Leur prise de conscience de la nécessité du Syndicalisme leur donne des **droits** sur les organisés et confère aux structures syndicales des **devoirs** à leur égard.

Il est donc évident que si la Région des Pays de la Loire est tout à fait d'accord avec ce qui est défini dans le rapport et le projet de résolution, sur le rôle de l'adhérent, ce n'est pas d'une manière gratuite.

Cette place de l'adhérent dans l'organisation a été discutée dans la région, car nous nous sommes aperçus qu'en fin de compte, il était souvent le grand absent.

Dire qu'il existe, schématiquement, trois conceptions de Syndicalisme n'est pas de ce fait, tout à fait vrai. A notre avis, il existe **une** conception du Syndicalisme, le reste ne constitue que des déviations.

Outil collectif de lutte, le Syndicalisme n'est pas une Société d'assurances, un cabinet d'avocats ou une œuvre de charité : Il ne peut donc être ni « au Service des travailleurs », en faisant le boulot à leur place, ni un « encadrement » des travailleurs. Il nous faut absolument rejeter ces conceptions du Syndicalisme qui n'en deviennent vite que des caricatures.

Il n'est pas suffisant de nous prononcer pour un syndicalisme de masse et pour l'avènement d'une Société Socialiste. Il faut nous

souvenir que beaucoup de travailleurs adhèrent au syndicat, parce qu'il ont des problèmes. Au départ, ce n'est pas pour construire le Socialisme. Nous avons donc envers eux, une lourde responsabilité et devons prendre les moyens pour qu'ils découvrent la démocratie, la prise de responsabilités et l'aspiration à une autre société.

A ce sujet, il faut nous poser bien des questions sur les Assemblées d'adhérents. D'une part, sur leur nombre. Nous avons trop tendance à faire l'impasse sur les adhérents. A ne considérer qu'il n'existe que des militants, et des travailleurs. D'où la tentation de ne réunir que les responsables. Or, réduire le syndicat à ses militants. C'est revenir à la conception d'une avant-garde, avec tout ce que cette expression a de signification militaires : les chefs sont les meilleurs, ils ont à conduire, à diriger, les autres, à suivre. . .

Questions aussi sur la tenue de ces Assemblées :

Quand un syndicat ne tient qu'une Assemblée d'adhérents par an et que de surcroît, l'invitation ne fait état que du renouvellement du Bureau et de l'augmentation des cotisations, il est évident qu'on n'encourage pas la véritable démocratie syndicale.

Comment chaque adhérent intervient-il dans le rassemblement des informations, le choix des revendications, la préparation des élections professionnelles, la discussion des orientations CFDT ?

Comment faire de chaque adhérent à la fois, un informateur des non syndiqués et un informateur de la section syndicale.

Quelles méthodes mettre au point pour permettre le rassemblement des syndiqués ?

Vouloir obtenir l'heure d'information mensuelle pour l'ensemble des travailleurs et ne pas pouvoir réunir les adhérents sur les temps de travail, est-ce normal ?

Il y a là, des pistes qu'il nous faut crever. Il y a du pain sur la planche, c'est vrai, mais il n'y a pas d'autre solution si nous voulons éviter l'impasse du spontanéisme et celle de l'encadrement hiérarchique.

C'est par l'action que l'on devient militant et un des bons moyens de transformer l'adhérent en militant, c'est en le faisant participer aux tâches matérielles de l'organisation. - distribution de tracts, collectages, collage d'affiches, contacts auprès des nouveaux embauchés. Cela permet d'éviter de plus l'écrasement des bons militants qui deviennent pour les autres des héros syndiqués totalement dévoués que tout le monde admire mais que personne ne veut imiter.

Cette « priorité aux adhérents » ne signifie pas pour autant de négliger l'information près de tous les travailleurs. Privilégier l'adhérent ne veut pas dire que les autres n'ont droit à rien et qu'il y a lieu de les considérer comme quantité négligeable, car le renforcement de l'organisation reste aussi une de nos priorités constantes.

Dans bon nombre d'entreprises, les militants CFDT apparaissent comme dynamiques et sympathiques. Ils sont souvent les meilleurs

dans la prise de parole. Et pourtant cela ne se traduit pas fatalement par un gain aux élections professionnelles.

— qui vend des journaux ?

— qui propose les bulletins d'adhésion ?

— qui fait le travail d'explication avec les travailleurs ?

Sur ce terrain on laisse souvent les autres organisations syndicales et maintenant certains groupes politiques faire seuls ce travail.

Comme trop souvent nous attendons les résultats positifs d'une grève pour proposer l'adhésion, alors que le développement de l'organisation ne doit pas être tributaire de ce résultat.

Une question primaire nous est également posée, à laquelle nous devrons répondre collectivement dans les mois à venir :

Quels doivent être les rapports Sections Syndicales-Syndicats et sur quelle structure l'organisation doit-elle reposer : section ou syndicat ?

Si nous pensons que c'est d'abord dans l'entreprise que naît la lutte de classe et que c'est le premier lieu où le travailleur prend conscience de son exploitation, il faut aussi mesurer les limites de la section d'entreprise, se méfier d'un certain égoïsme d'entreprise où l'on peut remettre en cause la solidarité qui doit exister entre les sections d'une même industrie et entre les différentes industries.

— Ce n'est pas par hasard si le Syndicalisme d'entreprise qui existe aux Etats-Unis a pour corollaire une « idéologie » syndicale uniquement basée sur la consommation et ne remettant plus en cause le capitalisme lui-même.

Mettre en cause les syndicats locaux, c'est supprimer un échelon essentiel de solidarité, un rôle permanent d'assistance aux petites sections d'entreprises incapables de s'en sortir toutes seules, parce qu'abandonnés dans leur profession.

Si nous sommes sensibles à ce problème, c'est que dans les Pays de Loire, sur 36 500 entreprises, il n'en existe que 232 qui ont plus de 200 salaires, chiffre qui correspond à peu près à une section disposant d'une certaine autonomie.

Si donc les sections syndicales importantes délaissent la structure du syndicat local au départemental, qui donc élaborera les revendications de la profession, qui négociera les conventions collectives et qui créera le rapport de force suffisant pour améliorer les conventions ?

Soyons conscients du fait que pousser l'autonomie de section trop loin peut mener à leur indépendance, avec tous les dangers que cela représente au niveau interprofessionnel.

La région de pays de Loire continue la réflexion dans ce domaine, nous pensons que c'est au niveau de l'organisation toute entière qu'il faut engager le débat, afin de mettre en place des structures qui nous permettraient de réaliser vraiment le Syndicalisme de masse que nous souhaitons.

lien avec les autres établissements, ou les autres entreprises locales. Ils ne lui demandent pas, de décider pour eux. Avons-nous la volonté de remplir ce rôle ?...

• Pour les travailleurs immigrés, les conditions de travail et les conditions de logement sont liées, de même que leur statut juridique. L'organisation est-elle prête concrètement à prendre en charge les problèmes des immigrés **avec** les immigrés eux-mêmes ?

• Les travailleurs immigrés sont des travailleurs à part entière. Sommes-nous prêts à développer la lutte avec eux et à expliquer aux travailleurs français l'unité de notre combat ?

L'INFORMATION

Pour l'ensemble des travailleurs immigrés, nous devons nous attacher à développer une information véritable, de masse et de classe, en français et aussi les langues d'origine. C'est un élément indispensable de notre action.

Pour les militants, un premier départ est fait avec « Syndicalisme ». L'effort est à poursuivre.

LA FORMATION

Si nous voulons que, dans l'organisation, les militants immigrés soient à même de prendre des responsabilités, une recherche doit être poursuivie et approfondie pour trouver des formes de session à tous les niveaux qui permettent l'expression véritable de chacun en fonction de sa propre expérience et de sa propre histoire. Une recherche aussi pour que, dans les sessions générales, un échange réel ait lieu entre militants français et immigrés, pour que chacun apporte à l'autre le fruit de sa propre expérience, et comprenne mieux les comportements.

Pour conclure, nous pensons que la lutte des travailleurs immigrés doit être une préoccupation de l'organisation entière. Il ne faut pas oublier que les travailleurs immigrés sont employés dans les professions souvent les moins syndicalisées. **Leur combat rejoint d'ailleurs d'autres travailleurs français, dans diverses professions ayant peu de traditions de luttes**, mais qui observent le syndicat et le jugent à ses actes, qui n'entendent pas être récupérés, mais sont capables de passer à l'action sur leurs revendications et d'en décider les formes. On est surpris, quand on laisse vraiment aux travailleurs la décision de leur lutte, discutée en débat collectif, des possibilités inventives de ces travailleurs.

Il appartient donc à l'organisation professionnelle et interprofessionnelle de soutenir activement la lutte de tous ces travailleurs, d'informer et de mobiliser sur leurs conflits, en sachant bien que l'organisation collective des camarades immigrés exige au préalable de la part des militants français, la volonté d'une compréhension sérieuse de la situation spécifique des camarades immigrés, comme de ce qui fait leur unité profonde d'exploités avec tous les autres travailleurs.

Réflexion politique et réflexion sur la pratique syndicale ne peuvent être séparées

Le représentant de l'Union départementale de la Loire, Pierre Héritier, propose une réflexion sur deux pistes :

— Les travailleurs les plus qualifiés sont, actuellement, dans pas mal de secteurs, ceux qui bougent le moins. Pourquoi ?

— comment articuler les luttes diverses que nous menons, avec le projet socialiste autogestionnaire de la CFDT ?

Comment déjouer les tendances corporatives pour inscrire chaque action dans une lutte globale ?

Cette réflexion est très proche de celle qui se fait dans plusieurs secteurs de la Fédération générale « Services-livre ». C'est pourquoi nous publions cette intervention faite au 36^e Congrès CFDT

INTERVENTION DE PIERRE HERITIER

Dans la région stéphanoise nous avons connu un printemps orageux avec des conflits nombreux face à un patronat et un gouvernement de plus en plus durs.

Certains coups de tonnerre ont eu un retentissement national. C'est le cas du conflit PEUGEOT. 47 jours de grève, une direction qui n'hésite pas à utiliser tous les moyens pour briser la grève, y compris des méthodes fascistes pour reprendre, par la force, une usine occupée, et pour enlever certains outils de production.

Le coup de force du 12.4. fera date, mais l'histoire ouvrière retiendra la riposte immédiate de toute la classe ouvrière du département qui s'est dressée spontanément contre le coup de force patronal : le jour même 80.000 travailleurs ont débrayé.

Après la grève générale on pourrait se demander si Peugeot n'avait pas allumé le détonateur qui mettrait le feu aux poudres !

Pourtant l'extension de l'action ne s'est pas produite. La grève générale du 12.4. ne s'est pas enracinée dans les entreprises.

L'unanimité réalisée spontanément sur un objectif défensif ne s'est pas retrouvée dans une lutte offensive, pourquoi ?

Nous avons essayé d'y réfléchir à partir d'un certain nombre de constatations que nous avons pu faire.

Nous avons constaté dans notre région une permanence de l'action depuis 18 mois avec des conflits très durs.

Maintenant tant qu'une grève n'a pas duré 3 à 4 semaines on ne la remarque pas.

Mais nous avons constaté aussi que ces conflits touchaient surtout certaines catégories de travailleurs : des O.S., des femmes, des employés sans qualification dans les secteurs comme le commerce ou les transports.

Ce sont bien les catégories les plus exploitées qui sont à la tête des luttes.

Par contre, on retrouve une attitude plus prudente, plus attentiste de la part des ouvriers qualifiés et cela peut étonner quand on sait que cet attentisme se trouvent parmi ceux qui, dans le passé, ont mené le plus de grèves et souvent les plus dures.

Comment expliquer ce comportement, comment expliquer cette coupure entre les O.S. et les autres catégories de travailleurs ?

On peut mettre en avant le freinage ou l'inertie de la C.G.T. dans des secteurs où pèse beaucoup le poids des traditions syndicales.

Nous trouvons cette explication insuffisante et pas très exacte dans la situation actuelle. On peut souligner nos propres difficultés à impulser les luttes et à les étendre. C'est sûrement vrai. Notre capacité d'analyse et d'action demeure insuffisantes, mais cela ne suffit pas à expliquer la situation.

Nous pensons qu'il existe d'autres raisons plus déterminantes pour expliquer les différences de comportement des travailleurs.

Nous avançons avec prudence deux types d'explication :

1) nous pensons que les ouvriers professionnels bougent réellement peu parce qu'ils se sentent menacés par l'évolution de l'organisation du travail qui entraîne un processus de qualification.

Dans notre département c'est très net, nous constatons une diminution des emplois qualifiés et un accroissement des postes d'O.S. et de manœuvres.

Les réductions d'effectifs portent sur des travailleurs qualifiés et toutes les créations d'emploi nouveaux dans la Loire sont des emplois d'O.S. et de manœuvres.

Cela explique bien à notre avis les deux types de comportement que l'on trouve dans les boîtes :

— d'un côté ceux qui n'ont pas grand chose à perdre et qui subissent une situation insupportable : les bas salaires, les cadences, le travail de série, la militarisation de l'encadrement,
— de l'autre, ceux qui craignent d'activer un processus défavorable pour eux.

Une question centrale se pose à nous : comment trouver des revendications et des formes d'action unifiantes ? il y en avait une : la retraite, et nous n'avons pas su saisir l'occasion.

2) Nous avons une deuxième explication :

nous avons constaté à une certaine période une série d'auto-freinage de l'action dans des secteurs qui ont pourtant fait la preuve de leur combativité et de leur conscience de classe.

Dans ces secteurs on a pu être échaudé par des conflits qui n'ont pas débouchés, mais l'attentisme que l'on constate est à relier avec l'absence de débouchés politiques des luttes :

« si on part en grève tous ensemble - disent ces travailleurs - nous nous retrouverons comme en 68, mais après ? nous ne voyons pas de solution politique ».

C'est un fait que l'absence de perspectives politiques claires et mobilisatrices, contribue un frein au développement des luttes.

Ni la stratégie CFDT pas suffisamment claire.

Ni le programme commun :

- parce qu'il ne répond pas aux problèmes qui surgissent dans les luttes
- parce qu'il n'ouvre pas la voie au socialisme ;

ne permettent une mobilisation suffisante pour inquiéter le capitalisme

Au cours de ce congrès nous devons essayer de répondre à la question : comment articuler les luttes actuelles avec nos projets socialistes

Avec raison, nous reprochons à la CGT d'être trop électoraliste et nous préconisons le développement des luttes comme axe prioritaire de notre stratégie.

Mais peut-on considérer que l'action de masse constitue automatiquement et spontanément un moyen pour aller dans cette direction ?

A notre avis, ce n'est pas évident. Le capitalisme peut très bien s'accommoder de ces coups de boutoir si les luttes restent dispersées, isolées, catégorielles, et si elles ne sont pas reliées à une perspective claire de changement politique.

A la CFDT est-ce que nous n'avons pas tendance à nous limiter dans les faits, à la prise en charge de la lutte économique ?

Si nous voulons inscrire les actions menées dans une lutte de classe pour un socialisme autogestionnaire nous devons réfléchir sur la manière d'articuler la lutte économique et la lutte politique.

— Nous avançons quelques pistes avec prudence : notre stratégie ne sera mobilisatrice que dans la mesure où nous prendrons en charge les revendications concrètes des travailleurs. L'action ne doit pas se contenter d'être significative, elle doit être efficace.

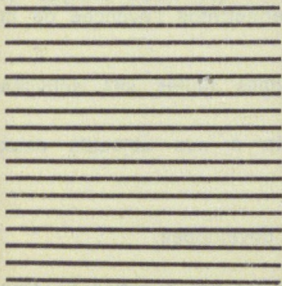
— La base de l'interprofessionnel au niveau le plus décentralisé doit être redéfini. Comme un outil de confrontation des analyses et des actions menées dans des secteurs différents, comme un moyen de déjouer les tendances corporatives pour inscrire chaque action dans une lutte globale contre le capitalisme.

— La pratique syndicale ne peut être séparée d'une réflexion politique. Elle est complémentaire. Nous devons rendre notre stratégie plus claire et plus crédible.

C'est dans cet esprit que nous posons le problème de la prise du pouvoir politique et économique et de la transition, et que nous soutenons l'amendement qui a été déposé dans ce sens.

En posant ces problèmes il n'est pas question pour nous de prolonger l'électoralisme, ni de souscrire au programme commun.

Nous pensons que l'approfondissement et la clarification de notre stratégie doit permettre au contraire le développement des luttes et la mobilisation des travailleurs pour le Socialisme.



La formation est liée à l'action

Il y a eu fort peu d'intervention au Congrès, sur la formation, bien que le mouvement en affirme l'importance. Nous publions celle de Marie-Jeanne LAFONT, fait au nom de la Fédération de la Santé.

Elle met l'accent sur la nécessité absolue de mettre entre les mains des militants et des travailleurs, des instruments d'analyse de leur situation, et sur le fait que la formation n'est pas un processus artificiel, mais doit être insérée à l'action. Deux points sur lesquels, notre fédération insiste aussi beaucoup.

INTERVENTION DE MARIE-JEANNE LAFONT

Notre intervention porte sur deux éléments de notre stratégie syndicale :

la formation
l'information, et les moyens d'organisation

Notre responsabilité syndicale ne peut être totalement assumée sans avoir des objectifs fermes en matière de formation syndicale.

Les perspectives de la C.F.D.T. et son affirmation d'un développement d'actions appuyées sur la réalité de la lutte de classes imposent que notre politique de formation en soit modifiée.

SUR LES OBJECTIFS A ATTEINDRE

Il nous apparaît qu'une contradiction persiste entre l'affirmation d'atteindre pour l'ensemble des adhérents une connaissance et une adhésion à l'analyse, aux perspectives et à la stratégie de la C.F.D.T. et l'impression ? la réalité ? d'une attitude défensive et protectionniste de la part de certains, en ne leur permettant pas d'acquérir par les activités de formation syndicale une méthode d'analyse et la connaissance d'autres approches historiques du mouvement ouvrier.

Pour pouvoir acquérir la maîtrise dans l'action des affirmations C.F.D.T., ne faut-il pas la dominer et ceci par la confrontation et la critique de toutes les autres stratégies ouvrières en présence ?

Ne nous cachons pas derrière les phases. Pour se situer entre le Marx de la jeunesse et le Marx de la maturité, comme disait Edmond hier matin, encore faudrait-il que l'ensemble des adhérents aient la possibilité d'acquérir cette connaissance au sein de notre organisation et de ne pas laisser cela à quelques initiés.

Allons plus loin ne nous cachons pas la réalité, des militants ne partagent pas forcément l'opinion du courant majoritaire confédéral actuel et C'EST NORMAL dans une **organisation démocratique comme la nôtre**. Notre richesse, c'est de confronter entre nous ces différentes analyses, c'est à partir de cette confrontation que notre analyse et notre pratique s'amélioreront et que nous permettrons l'avancée de la classe ouvrière.

Alors soyons clairs, que la C.F.D.T. dans toutes ses activités de formation y réfléchisse et l'inclue.

Pour développer une formation adaptée à nos objectifs deux impératifs à prendre en charge :

une formation politique

une formation économique plus développée.

Ainsi que le 35^e congrès l'a précisé, il n'est pas question de s'en remettre aux seuls partis politiques - notre responsabilité dans la conduite de l'action doit être imprégnée de la dimension politique.

Quelle analyse économique du capitalisme avons-nous dans les diverses activités de formation ?

— C'est de celui-ci que découle une partie importante de nos revendications.

Avons-nous pris les moyens nécessaires pour que chaque section syndicale ait une capacité suffisante de situer son entreprise dans le système capitaliste - situer l'importance de ses revendications en matière salariale - situer les relations implicites entre pouvoirs publics et capitalistes ?

Bien des sections syndicales de notre secteur Santé ont la tentation de n'en rester qu'à une analyse idéologique des services et donc de ne proposer dans l'action que des revendications de type idéologique ; celles - finalement qui sont les plus récupérables par le système capitaliste, car elles ne s'attaquent qu'à l'aspect de transformation des rapports sociaux.

Cette transformation n'apporte rien à notre combat de classe si elle n'agit en même temps sur les rapports de production au niveau économique.

C'est un type de réflexion et de formation **collective** à diffuser largement dans les secteurs dits non productifs tels que la Santé, les administrations ou les services.

Particulièrement dans les services publics et nationalisés, sommes-nous à même de réfléchir sur le rôle de l'Etat ?

Notre Conseil National lors de la préparation des travaux de ce congrès a particulièrement insisté sur la formation à mettre en place pour que toutes les structures puissent aborder ce type de réflexion ; il faut pour cela mettre adhérents et militants **en capacité de réflexion** - leur proposer donc une méthode d'analyse pour qu'eux-mêmes assument la traduction de cette analyse **dans les revendications et dans leur dimension de lutte de classes et d'action de masse**.

La formation n'est pas un processus artificiel, mais doit être insérée à l'action.

LA FEMME EXPLOITÉE

Au 36^e Congrès, il y a eu beaucoup d'interventions sur les problèmes des femmes, notamment en ce qui concerne l'avortement et la contraception, qui sont à l'ordre du jour en ce moment.

Nous avons choisi de publier l'intervention de Janine SUZAT, au nom du syndicat parisien Habillement-Textile-Cuir qui montre les fondements au niveau de la société capitaliste, de la situation d'exploitées faite aux femmes.

Le combat contre l'exploitation et l'aliénation doit mettre fin à la ségrégation féminine. La femme veut être elle-même, ni dominée, ni dominante.

Il faut donner aux femmes la possibilité de se réaliser en détruisant les tabous attachés à leur personnalité.

Le conditionnement commence dès l'enfance, d'abord dans la famille. Pour la fillette jeux de future femme, future mère. Pour le garçon les jeux dits de virilité, de chef, de soldat. Ensuite par l'éducation en accentuant à travers la formation le déséquilibre qui ne permet pas des rapports d'égaux à égaux entre hommes et femmes.

Comment expliquer autrement le fait que l'on cantonne la femme dans des activités bien déterminées, qui sont le prolongement de son rôle au sein de la famille, entre autres : les Industries Textiles et annexes, Alimentaires, Pharmaceutiques, dans les Services : Enseignement, Infirmières, Secrétaires, Serveuses, Employées de maison, vendeuses etc. . .

Cela entraîne une formation professionnelle peu poussée pour les femmes, donc une activité professionnelle sans spécialisation, perçue comme temporaire, un salaire considéré comme un salaire d'appoint, peu d'intérêt pour les activités syndicales et à plus forte raison politiques.

Confinées dans des tâches d'exécution sous l'autorité masculine dans les Industries de l'Habillement, les Hôpitaux, l'Enseignement secondaire, la restauration, la Haute Couture, etc. . . le chef supérieur étant toujours un homme.

Une intense utilisation de sa personnalité est faite par la publicité qui nous montre des femmes heureuses, toujours belles, comblées avec de beaux enfants, vivant dans un décor agréable, confortable.

Qu'en est-il en réalité ? Obligées de vendre leur force de travail tout comme les hommes, elles font souvent des semaines de 60 à 90 heures de travail, pour assumer à la fois leur boulot dans l'entreprise et leurs responsabilités familiales.

Comment dans ces conditions les femmes peuvent elles se réaliser véritablement subordonnées aux hommes, à la société, à la famille ? Même leurs corps de leur appartient pas : c'est encore les hommes qui discutent et décident. Le Gouvernement, les personnalités des différentes religions l'ordre des médecins décident pour nous de la contraception et de l'avortement.

Tant que l'homme aura toujours la possibilité de transférer sur la femme sa condition d'exploité sur plus exploité que lui, de transférer son aliénation sur plus aliéné que lui, tant que l'homme possèdera à la maison son prolétaire, le système capitaliste peut respirer et ne risque pas de risque pas de s'écrouler.

Il est bien évident que la société capitaliste ne fait rien pour changer une situation qui maintient la femme dans un état de dépendance envers l'homme, au contraire elle l'utilise, la famille étant le premier maillon du système capitaliste.

Nous n'avons qu'à prendre pour preuve les dernières déclarations de Messmer qui vente les mérites de la famille et l'utilité de la cellule familiale.

Comment dans ces conditions vouloir que les femmes se forment une pratique de lutte s'inscrivant dans la lutte de classe si à la maison on les confine dans un rôle d'exécutantes, si à l'extérieur, tant sur le plan politique, social, on pense, on décide pour elles.

En effet dans l'organisation on constate une carence importante de la représentativité féminine. Bien que dans notre Syndicat et notre Fédération le problème se pose avec moins d'acuité, il faut reconnaître que les femmes mariées sont peu nombreuses dans les structures. Pour combien de militants, voire de responsables, les femmes sont incapables d'avoir un rôle politique. Elles sont bonnes pour un rôle social et c'est tout.

Tant que les hommes continueront à considérer les femmes comme des êtres inférieurs, comme des subordonnées ou, dans le meilleur des cas une certaine condescendance, nous pourrons parler longtemps de socialisme. Si les femmes continuent à être tenues à l'écart de toutes structures syndicales, économiques, politiques et sociales, le schéma de la société actuelle restera le même, une société d'hommes, faite par des hommes, dans laquelle comme actuellement on concède un strapontin aux femmes.

La C.F.D.T. lutte pour une société socialiste où tous les êtres, hommes ou femmes auront une égalité de droits, de décisions, et de responsabilités.

L'évolution de la condition féminine passe par une transformation radicale des mentalités et des rapports sociaux ; en précisant que la femme ne veut pas s'identifier à l'homme, encore moins le concurrencer, mais elle veut avoir sa place dans les différentes responsabilités.

Cela implique l'acceptation par les militants de tous les problèmes qui concernent l'exploitation particulière des femmes aussi bien au travail que dans sa vie de femme.

Les problèmes sexuels ne doivent pas être strictement féminins ; il est donc nécessaire que la réflexion s'engage et se poursuive sur la contraception et l'avortement dans les structures syndicales.

Certains diront : ce n'est pas notre rôle.

Il faut réfléchir camarades.

Nous sommes tous d'accord pour dire que si le capitalisme naît de l'exploitation dans l'entreprise il secrète l'idéologie dominante qui influe sur toute la vie. Les problèmes sexuels n'y ont pas échappé, et alors que l'on nous parle de morale, que l'on refuse la liberté aux femmes il faut savoir que cela ne concerne qu'une partie : les ouvrières et les femmes des travailleurs.

Les femmes bourgeoises elles continueront, sans risque pour leur vie d'utiliser les méthodes contraceptives adéquates, et d'aller se faire avorter en SUISSE, en ANGLETERRE ou en HOLLANDE parce que leurs moyens le leur permettent.

La morale n'existerait-elle que pour les femmes de la classe ouvrière ?

Continuerons-nous, en nous taisant, de cautionner une politique de classe ?

Nous devons, en tant que syndicalistes, défendre la liberté pour que les femmes, les couples, choisissent d'avoir le nombre d'enfants qu'ils veulent et quand ils le veulent.

Nous défendons les libertés individuelles et collectives ; tous les problèmes des femmes, comme tous les autres problèmes des travailleurs entrent dans cette lutte et c'est ensemble que nous devons les défendre.

Pour que se réalise une société autogestionnaire, les hommes et les femmes doivent participer, réciproquement, à la destruction du capitalisme. Cela implique, dès maintenant, que dans nos structures syndicales les femmes soient considérées comme des militantes, au même titre que les hommes, donc égales à eux et non pas la femme de service.

Les luttes dans le commerce sont les luttes de tous

(intervention de Loïk Richard,
au nom du Syndicat du Commerce de Rennes)

Je voudrais parler des problèmes que nous rencontrons quand nous sommes en grève, du fait des consommateurs. Les camarades des PTT ou de l'EDF, ceux de la sécurité sociale aussi, pourraient parler de ce même problème.

Pour nous, dans les hypermarchés, quand nous bloquons la porte de nos magasins, nous avons besoin du soutien des clients, parce que nos patrons utilisent les cadres et les auxiliaires pour essayer de faire tourner leur magasin alors que la majorité du personnel est en grève. Quand nous luttons contre les nocturnes, nous avons besoin des salariés consommateurs.

Un magasin de Nancy ouvre même 24 heures sur 24, sous prétexte de permettre aux travailleurs de faire leurs courses après le travail. Les patrons nous disent : « c'est pour un meilleur service de la clientèle ». Mais, pendant ce temps-là, ils suppriment les services après-vente, ils obligent les clients à se servir en supprimant les vendeurs et ils vendent les paquets de lessive à moitié remplis.

Si les patrons nous disent aussi, pour justifier les nocturnes, que c'est pour assurer la rentabilité des magasins et lutter contre la concurrence, nous répondons que dans les pays capitalistes eux-mêmes, comme en Allemagne ou en Angleterre, les magasins ferment tous les jours à 19 H. Pour nous les nocturnes, c'est pour accroître les profits, au même titre que le développement du travail en 2 x 8 ou en 3 x 8 en usine.

Le commerce ouvre également les dimanches et jours fériés, demain jeudi de l'Ascension à Rennes, par exemple, beaucoup de magasins seront ouverts.

Nos patrons disent que les travailleurs s'ennuient et qu'ils peuvent fournir, dans leurs centres commerciaux, un lieu de promenade pour leurs familles. Nous répondons que les salariés du commerce ne sont pas des bêtes de zoo ou des bibelots de musée. Si la société n'est pas capable d'organiser les loisirs, ce n'est pas à nous d'en faire les frais.

Les luttes dans les hypermarchés se développent, vous le savez, que la CFDT y est souvent présente, vous le savez aussi, mais nous voulons vous dire, à chacun d'entre vous, que nous avons besoin des clients pour pouvoir être victorieux. Nous avons commencé un travail d'explications, tracts à la clientèle, prise de parole, nous essayons un travail avec les organisations, comme les associations populaires de famille pour montrer que le consommateur est victime de nos patrons au même titre que nous.

Mais c'est un travail énorme qui ne laisse guère de répis. (A un piquet de grève, chez nous, on ne joue pas à la belote : on discute avec les clients). Et ce travail énorme demande le soutien de chacun. Chaque travailleur doit être logique : il mène des luttes dans son entreprise, il doit être logique quand il rencontre hors de son entreprise d'autres travailleurs qui mènent aussi des luttes. Au plan global, l'organisation doit aussi faire un effort d'unification de toutes ces luttes.

L'information, bataille majeure du passage au socialisme

(Intervention de Félix LACAMBRE
au nom du syndicat des Journalistes CFTD
en accord avec le syndicat national Hachette)

Nous, journalistes, travailleurs de l'information, nous nous réjouissons de ce que, pour la première fois, la Confédération consacre un rapport de Congrès à l'information, non pas seulement à ses moyens d'information, mais aussi à l'information dans la société. C'est en effet autour de ce pouvoir-clé de l'information que se livrera l'un des combats décisifs pour le passage à une société socialiste auto-gestionnaire.

Nous avons regretté cependant que le rapport fasse peu de place à l'action syndicale des journalistes comme des autres travailleurs de l'information.

Trois observations :

1) L'objectivité : chimiquement pure n'existe pas. Dans la perception d'un événement, dans la sélection et dans la hiérarchisation des informations, comme dans leur analyse, nous sommes tous marqués par notre tempérament, nos options, notre culture, notre origine sociale.

Il n'est pas inutile de savoir par exemple que 6,1 % seulement des journalistes sont d'origine ouvrière. Ceux qui reçoivent l'information comme ceux qui la transmettent doivent en prendre conscience et former leur jugement critique.

Mais, si l'objectivité absolue n'existe pas, on doit exiger de tout informateur la recherche et la diffusion d'informations aussi exactes, honnêtes, complètes que possible.

Nous refusons à la fois la fausse conception de l'information, soi-disant objective, que nous trouvons dans nos rédactions qui consiste à équilibrer un fait par un autre et l'information qui ne serait que propagande.

Enfin, il ne faut pas confondre la notion d'information et la notion d'expression : il est évident qu'il faut que chaque homme, chaque femme puisse s'exprimer, prendre la parole. Une société socialiste devra le permettre autrement qu'on ne peut la faire aujourd'hui. Mais cette prise de parole exigera toujours un travail d'information, de recherche des faits, de vérification, d'explication, de confrontations, d'analyse dont on ne peut faire l'économie. Cela exigera d'abord un respect des faits, y compris par le régime socialiste, y compris par nos organisations syndicales.

2) Un modèle de société : ces questions, nous nous les posons à partir de notre expérience concrète. Nous sommes aux premières

loges pour voir comment l'information est manipulée : et d'abord à cause de nos conditions de travail, surcharges, travail parcellisé à l'extrême, aucun contrôle sur l'utilisation de notre travail et le contexte dans lequel il s'inscrit, menaces sur l'emploi, etc.

Et, puis à cause de toutes les contraintes techniques, hiérarchiques, les censures, les pressions de tous ordres, les mensonges par omission, le monopole Hachette de la distribution des journaux, le poids du pouvoir sur l'O.R.T.F., etc.

Mais, plus profondément, l'entreprise de presse est une entreprise commerciale. L'information est une marchandise qui se vend - deux fois, une fois au lecteur, une fois au publicitaire - selon les lois du marché capitaliste basées sur le profit, la rentabilité, l'individualisme au bénéfice du pouvoir globalement exercé par les mêmes mêmes classes sociales. Le conditionnement général de cette société (vedettisation, dramatisation, sécurisation, etc) est tel que la demande du public peut difficilement s'orienter autrement. Pour vendre, il faut confirmer le lecteur dans ce conditionnement.

Plus grave encore : le modèle culturel de cette société, développé à la fois par l'information et la publicité, ne fait aucune place à la culture populaire. La publicité surtout véhicule une image de civilisation qui va constamment à l'encontre du combat collectif de la classe ouvrière. C'est en ce sens que l'on peut dire que l'information est à la fois le reflet et le moteur de cette société.

Impossible pour le journaliste de lutter seul contre cette situation, même si on fait appel à sa conscience individuelle et à la déontologie professionnelle. Il faut agir collectivement. Impossible aux journalistes ensemble, même s'ils sont organisés au plan de la profession, de lutter seuls. C'est l'ensemble des travailleurs qui est concerné, c'est avec l'ensemble des travailleurs qu'il faut lutter.

Voilà le sens d'une résolution adoptée à l'unanimité par notre congrès tenu il y a trois semaines à Mulhouse qui demande une liaison de plus en plus étroite des journalistes avec les autres travailleurs C.F.D.T. de nos entreprises à la base, mais aussi dans les U.L., les U.D., les U.R. et aussi par la mise à l'étude au plan national d'un ensemble qui pourrait être soit une fédération, soit un sous-ensemble d'une fédération plus large qui réunirait tous les adhérents CFDT des secteurs de l'information, de la presse, du Livre, de l'audio-visuels et des moyens de communication de masse.

3) Le droit à l'information : Il ne s'agit pas de la liberté de la presse, qui est en fait aujourd'hui purement formelle, car finalement elle est simplement le droit pour celui qui possède des capitaux, beaucoup de capitaux de publier des journaux.

Il s'agit du droit à l'information, droit de chaque citoyen. Il suppose que les entreprises d'information soient considérées comme remplissant d'une certaine manière un service public. Cette notion fait l'objet d'études chez les journalistes. Nous souhaitons que la recherche, amorcée aujourd'hui sur un plan général par la Confédération, soit poursuivie.

Le combat pour le droit à l'information, voilà, mes camarades, l'une des batailles majeures du passage au socialisme. C'est ensemble qu'il faut la livrer. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons la gagner.